

FEVRIER 2014  
n°225

### SOMMAIRE

**Fiscalité :**  
**le régime des**  
**plus-values de**  
**cessions de valeurs**  
**mobilières applicable**  
**en 2014**

**Panorama des**  
**marchés financiers et**  
**chiffres clés**

## INVESTISSEMENT EN OBLIGATIONS D'ENTREPRISE : 8 % DE RENDEMENT ANNUEL AVEC UNE GARANTIE BPIFRANCE.

**M**ême si l'environnement boursier redevient plus clément, il n'en demeure pas moins vrai que la plupart des épargnants ne souhaitent pas supporter le risque de fluctuation des cours inhérent à l'investissement en actions. Ce n'est pas pour autant qu'ils doivent se résigner à placer leurs capitaux sur des produits à très faible rentabilité puisqu'il est possible d'obtenir **un rendement de 8 % sans être soumis aux à-coups des marchés boursiers.**

Depuis l'instauration de nouvelles règles prudentielles, les établissements bancaires sont plus préoccupés à renforcer leurs fonds propres qu'à financer les entreprises. De ce fait, la réduction des crédits bancaires octroyés aux entreprises a entraîné une hausse des taux du marché de la dette des entreprises privées à des niveaux historiquement élevés compris entre 12 % à 15 %. Cette augmentation des taux s'est couplée avec une sélectivité accrue des émetteurs d'obligations, de sorte que seules les entreprises les plus qualitatives arrivent à se financer en proposant la plupart du temps des suretés sur leurs actifs tangibles. Cette véritable anomalie du marché se trouve être **une aubaine pour les investisseurs qui peuvent obtenir des rendements très attrayants avec une faible prise de risque.**

Rappelons à l'attention des non-initiés qu'une obligation est un emprunt contracté par une société et, comme tout emprunt, la durée et le taux d'intérêt sont fixés à l'émission. En conséquence, l'entreprise qui a émis l'obligation est tenue de payer, chaque année, les intérêts prévus et, au terme, de rembourser la somme empruntée. Ce faisant l'épargnant qui **conserve l'obligation jusqu'à son terme connaît dès le départ la rentabilité de son investissement** à la seule et unique condition que l'émetteur soit en mesure de rembourser l'emprunt contracté. Il est évident qu'en cas de faillite de l'entreprise, l'obligation ne sera pas remboursée en totalité. Etant donné que l'accès aux emprunts privés est quasiment impossible pour les particuliers, ces derniers n'ont pas d'autres possibilités que de se rabattre sur la gestion collective via une sicav spécialisée. Or le principal écueil de la gestion collective en matière obligataire est l'absence d'échéance puisque les fonds ont une durée de vie illimitée. Autrement dit, dans ce cas, l'investisseur ne peut donc ni connaître le rendement attendu du fonds, ni bénéficier de la garantie en capital puisque la récupération des capitaux n'intervient pas lors du remboursement des obligations mais uniquement lorsque l'épargnant cède ses parts.

**Afin de bénéficier des avantages de la détention des obligations en direct, il convient que le fonds soit daté.** Cela signifie non seulement que les souscriptions soient limitées dans le temps mais aussi que le fonds ait une **durée de vie limitée correspondant à la date de remboursement des obligations.**

Il va sans dire qu'un autre avantage non négligeable de cette formule consiste en la

**diversification des investissements.** En effet, plutôt que d'être exposé au risque de défaut d'une seule entreprise, **le risque s'en trouve être fortement réduit puisqu'il y a mutualisation des émetteurs.** Il faudrait donc un nombre important de défauts pour que le rendement servi baisse significativement.

Certains fonds peuvent être assortis d'une garantie de capital délivrée par un organisme d'état tel que Bpifrance ce qui permet alors de s'affranchir des risques de défaillance d'entreprises puisque les éventuelles pertes seront compensées par Bpifrance. Pour mémoire, **Bpifrance est la Banque Publique d'Investissement née de la fusion d'OSEO, de la CDC et du FSI.**

Le fonds **ENTREPRENEURS & EXPORT** offre une **garantie de Bpifrance** en vue de pallier le risque de défaillance des entreprises en portefeuille. Ainsi, au cas où une entreprise ferait faillite, Bpifrance reverserait au moins 50 % de la perte en capital. Cette garantie s'opère sans limite ni restriction et sans déduction des coupons déjà perçus. Ce mécanisme très protecteur permet donc d'offrir une garantie de capital dans l'hypothèse où la moitié des entreprises feraient faillites. Dans l'hypothèse où un quart des entreprises feraient faillites, le rendement du fonds serait de 4 %. Pour pouvoir servir un rendement d'au moins 8 % l'an, le taux de faillite ne devrait pas excéder 8 %. Pour mémoire, sachant que le taux de défaillance des entreprises publié par la Banque de France ressort à 1,25 % pour 2013 et, au pire de la crise, est ressorti à 1,70 % (année 2009), il est fort probable que le rendement délivré par **ENTREPRENEURS & EXPORT** sera supérieur à 8 % l'an. **Ce fonds est ouvert à la souscription jusqu'au 25 mars 2014.** Le versement minimum est fixé à 20 000 €. La principale contrainte concerne l'absence de liquidité puisque les capitaux investis dans ce fonds demeurent indisponibles jusqu'au 31/12/2019. Au terme de la période de blocage, le fonds sera dissout et l'épargnant récupérera le capital versé augmenté des intérêts. En contrepartie de cette indisponibilité, **les plus-values sont totalement exonérées d'impôt sur le revenu.** Il est à noter qu'en cas d'événements spéciaux tels que le décès, l'invalidité ou le licenciement touchant aussi bien le titulaire que son conjoint, le délai de détention de 5 ans est levé. Autrement dit, dans ce cas, les capitaux deviennent immédiatement disponibles.

Si le délai est trop court d'ici la fin mars, sachez que vous avez jusqu'au 31 décembre 2014 pour investir sur le fonds **PRIVATE VALUE EUROPE II.** Ce fonds possède les mêmes caractéristiques qu'**ENTREPRENEURS & EXPORT** puisqu'il est composé d'une trentaine de lignes de dettes obligataires d'entreprises privées européennes non cotées de premier plan avec pour objectif de délivrer un rendement de 8 % l'an. Le versement minimum est également fixé à **20 000 €** et les capitaux demeurent bloqués jusqu'au 31 décembre 2019, date de la dissolution. Enfin, **les plus-values demeurent exonérées d'impôt sur le revenu.**

En conclusion, **en investissant différemment, il est possible d'obtenir des rendements très attrayants totalement décollés des marchés boursiers.** Ainsi, le fonds **ENTREPRENEURS ET EXPORT**, grâce à sa garantie délivrée par Bpifrance, offre un **rapport risque rendement tout à fait exceptionnel** pour celui qui accepte de bloquer ses capitaux sur 5 ans et 9 mois. N'hésitez pas à nous consulter pour plus d'informations sur ces deux fonds.

## FISCALITE : LE REGIME DES PLUS-VALUES DE CESSIONS DE VALEURS MOBILIERES APPLICABLE EN 2014.

**L**a loi de finances pour 2014 a modifié le régime d'imposition des plus-values de cession de valeurs mobilières et des droits sociaux des particuliers. Compte tenu des nombreuses modifications intervenues dans ce domaine depuis quelques mois, il nous semble utile de faire la synthèse des régimes de taxation actuellement en vigueur.

**Les plus-values**, c'est-à-dire la différence entre le prix de vente et le prix d'achat, réalisées lors des cessions de titres ou d'OPCVM (Sicav et Fcp) **sont taxées au barème de l'impôt sur le revenu. La taxation réelle est fonction du taux d'imposition supporté par le contribuable**, autrement dit selon le niveau de ses revenus. Le barème d'imposition comporte 6 tranches fixées à 0 %, 5,5 %, 14 %, 30 %, 41 % et 45 %. Le taux de 45 % peut, compte tenu de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus, être augmenté de 3 points ou 4 points et, par conséquent, atteindre 48 % ou 49 %. Par exemple, un contribuable imposé à 30 %, qui a réalisé une plus-value de 10 000 €, devra supporter une imposition de 3 000 € plus 1 397 € au titre des prélèvements sociaux après application de la CSG déductible, soit 4 397 € (43,97 %). Il est à noter que l'imposition peut atteindre 62,21 % pour les contribuables les plus fortunés.

**L'imposition est toutefois atténuée si les titres cédés sont des actions puisque, dans ce cas, un abattement pour durée de détention est applicable tant aux plus-values qu'aux moins-values. Ainsi, les actions et les OPCVM composés d'au moins 75 % d'actions bénéficient d'un abattement de :**

- **50 % si les titres cédés ont été conservés plus de 2 ans et moins de 8 ans.**
- **65 % si les titres cédés ont été conservés plus de 8 ans.**

Il est à noter que le délai de détention se calcule de date à date et non par année civile. Ainsi, une action acquise le 1<sup>er</sup> octobre 2006 revendue le 15 septembre 2014 bénéficiera d'un abattement de 50 %. En revanche, si la cession intervenait après le 1<sup>er</sup> octobre 2014, l'abattement serait porté à 65 %. Il convient également de préciser que **l'abattement pour durée de détention ne porte que sur les gains soumis à l'imposition au barème progressif et non sur ceux**

**soumis aux prélèvements sociaux** qui sont actuellement fixés à 15,50 %.

Prenons l'exemple d'un contribuable imposé au taux de 30 %, qui souhaite connaître le montant de l'imposition qu'il va devoir supporter sur la vente de titres achetés 33 000 € le 1<sup>er</sup> février 2010 et cédés en date du 15 janvier 2014 pour 49 000 €. La plus-value brute se monte à 16 000 € (49 000 € - 33 000 €) et, après application de l'abattement pour durée de détention fixé à 50 % (détention supérieure à 2 ans et inférieure à 8 ans), la plus-value taxable ressort à 8 000 € (16 000 € X 50 %). Compte tenu du taux d'imposition de 30 %, l'impôt ressort à 2 400 € (8 000 € X 30 %). Les prélèvements sociaux, quant à eux, se montent à 2 480 € (16 000 € X 15,50 %) puisqu'ils ne peuvent bénéficier de l'abattement pour durée de détention. Compte tenu de l'incidence de la CSG déductible (5,10 %), ce contribuable va bénéficier d'une économie d'impôt de 245 € (16 000 € X 5,10 % X 30 %), de sorte que l'imposition globale sur ce gain de 16 000 € se montera à 4 635 € (2 400 € + 2 480 € - 245 €), ce qui correspond à un taux net d'imposition de 28,97 %.

Par exception au principe général, **les titres de PME européennes créées depuis moins de 10 ans bénéficient d'un dispositif spécifique**. Celui-ci prévoit les abattements pour durée de détention suivants :

- 50 % pour les titres détenus depuis plus de 1 an et moins de 4 ans.
- 65 % pour les titres détenus depuis plus de 4 ans et moins de 8 ans.
- 85 % pour les titres détenus depuis plus de 8 ans.

**Ce dispositif spécifique s'applique également aux cessions opérées au sein d'un groupe familial à condition toutefois que l'acquéreur des titres les conserve pendant au moins cinq ans. Il s'applique également aux entrepreneurs partant à la retraite.**

**Ces derniers bénéficient en outre d'un abattement fixe de 500 000 €** applicable sur la plus-value avant prise en compte de l'abattement pour durée de détention à la condition de respecter les conditions suivantes : céder la totalité des titres détenus (ou au moins 50 % en cas de détention majoritaire) ; avoir exercé une fonction de dirigeant au sein de la PME durant les cinq années précédant la cession ; avoir détenu au moins 25 % des droits dans ladite société ; cesser toute fonction au sein de la société et faire valoir ses droits à la retraite dans les deux années suivant ou précédant la cession.

Le tableau ci-après indique le taux d'imposition réel en fonction du taux d'imposition du contribuable et de l'abattement pour durée de détention des titres selon les différents régimes.

Durée de détention	Abattement	Taux d ' imposition en fonction de la tranche marginale d ' imposition						
		5,50 %	14 %	30 %	41 %	45 %	48 % <sup>1</sup>	49 % <sup>1</sup>
Régime général des plus-values de cessions de valeurs mobilières								
Titres non éligibles	0 %	20,72 %	28,79 %	43,97 %	54,41 %	58,21 %	61,21 %	62,21 %
Moins de 2 ans	0 %	20,72 %	28,79 %	43,97 %	54,41 %	58,21 %	61,21 %	62,21 %
De 2 ans à 8 ans	50 %	17,97 %	21,79 %	28,97 %	33,91 %	35,71 %	38,71 %	39,71 %
Plus de 8 ans	65 %	17,14 %	19,69 %	24,47 %	27,76 %	28,96 %	31,96 %	32,96 %
Régime spécifique des plus-values pour : - Les cessions de titres de PME créées depuis moins de 10 ans. - Les cessions opérées au sein d' u n groupe familial. - Les cessions réalisées par les entrepreneurs partant à la retraite.								
Moins de 1 an	0 %	20,72 %	28,79 %	43,97 %	54,41 %	58,21 %	61,21 %	62,21 %
De 1 an à 4 ans	50 %	17,97 %	21,79 %	28,97 %	33,91 %	35,71 %	38,71 %	39,71 %
De 4 ans à 8 ans	65 %	17,14 %	19,69 %	24,47 %	27,76 %	28,96 %	31,96 %	32,96 %
Plus de 8 ans	85 %	16,04 %	16,89 %	18,47 %	19,56 %	19,96 %	22,96 %	23,96 %

<sup>1</sup>La contribution exceptionnelle au taux de 3 % est applicable, pour les personnes seules, sur les revenus compris entre 250 000 € à 500 000 € et, pour les couples mariés, sur les revenus compris entre 500 000 € à 1 000 000 €. Cette contribution passe à 4 % pour les revenus supérieurs à 500 000 € pour les personnes seules et 1 000 000 € pour les couples. L'abattement pour durée de détention n'est pas applicable à la contribution exceptionnelle et la CSG liée à la contribution exceptionnelle n'est pas déductible.

En résumé, **le compte titres demeure un véhicule lourdement taxé au regard des plus-values sur les titres autres que les actions ou les OPCVM composés de moins de 75 % d'actions. Dans ce cas, il convient d'opter pour une détention au sein de l'assurance vie dont la fiscalité est nettement plus clémente. Concernant les actions et les OPCVM composés à plus de 75 % d'actions, il reste plus rentable de les détenir au sein d'un PEA puisque ces titres échappent à toute imposition.** Seules les situations exceptionnelles réservées aux dirigeants de PME aboutissent à une fiscalité relativement modérée.

Globalement, force est de constater que la fiscalité de l'épargne ne cesse d'être de plus en plus complexe. Sachez que nous sommes à votre entière disposition pour vous apporter toutes les précisions et optimisations nécessaires.

## PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 31 janvier 2014

<b>Marchés des Actions</b>	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	4 165,72	-3,03%	-3,03%	4,00%	40,10%
PARIS (CAC Mid&Small)	8 648,96	0,23%	0,23%	18,26%	100,68%
PARIS (CAC All-Tradable)	3 178,89	-2,58%	-2,58%	8,56%	51,52%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	3 013,96	-3,06%	-3,06%	2,04%	34,73%
NEW YORK (Dow Jones)	15 777,39	-4,82%	-4,82%	32,67%	97,20%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	4 103,88	-1,74%	-1,74%	51,99%	177,96%
FRANCFORT (Dax Xetra)	9 306,48	-2,57%	-2,57%	31,49%	114,52%
LONDRES (FTSE 100)	6 510,44	-3,54%	-3,54%	11,04%	56,89%
TOKYO (Nikkei 225)	14 914,53	-8,45%	-8,45%	45,68%	80,76%
MONDE (Msci World) en Euros	124,87	-1,98%	-1,98%	18,73%	79,04%

<b>Taux d'intérêt</b>	jour le jour	3 mois	1 an	10 ans	20 ans
FRANCE	0,23%	0,30%	0,19%	2,12%	3,00%
ETATS-UNIS	0,19%	0,24%	0,34%	2,69%	3,47%
ROYAUME-UNI	0,50%	0,52%	0,44%	2,76%	3,39%
JAPON	0,10%	0,14%	0,36%	0,62%	1,48%

<b>Or et Devises</b>	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	29 710 €	5,77%	5,77%	-5,05%	31,46%
NAPOLEON	178,00 €	4,77%	4,77%	-7,24%	27,14%
EURO / DOLLAR	\$ 1,3516	-1,99%	-1,99%	-0,71%	5,46%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8214	-1,48%	-1,48%	-4,37%	-8,51%
EURO / 100 YENS	¥ 138,13	-4,55%	-4,55%	23,57%	20,13%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,2220	-0,46%	-0,46%	-4,72%	-17,83%

## CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 31 janvier 2014

BUDGET 2013	371,5 milliards d'euros (dt déficit = 62,6 mds)
PIB 2013	2 050 milliards d'euros
DETTE PUBLIQUE	1 900,8 milliards d'euros soit 92,7 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	- 0,10 % au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2013
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 129 euros par mois à compter du 01/01/2014
SMIC	9,53 euros à compter du 01/01/2014
INDICE DES PRIX	+ 0,70 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	- 0,53 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	+ 0,69 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	10,50 % de la population active

2, Avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex - Tél : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - [magellanconseil@magellanconseil.fr](mailto:magellanconseil@magellanconseil.fr)  
[www.magellanconseil.fr](http://www.magellanconseil.fr)

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Roubaix-Tourcoing B 392 608 311

Conseiller en Investissement Financier référencé sous le n° E001631 par l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF

Société de courtage d'assurance n° ORIAS 07 005 844 - Garantie financière et responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 530.1 et L 530.2 du code des assurances  
 Carte de démarchage financier n° 2050880203VB - Transactions sur immeubles et fonds de commerce - Carte professionnelle n° 2032 T